**Cour J-M (2022) *Redécouvrir la démo-économie : pour gérer le peu- plement de la planète et pour refonder l’Aide, Questions économiques*, L’Harmattan, Paris, 422 pages.**

***Pour l’Afrique, j’accuse René Dumont de lui avoir fait perdre un demi-siècle de développement*.** Cette diatribe de Jean-Marie Cour se trouve en gros caractères noirs en tête de l’annexe 1 se rapportant à *Pour l’Afrique, j’accuse* paru en 1991 soit un des quelque cinquante livres publiés par celui que l’on qualifiait d’« agronome de la faim» dans les années 1960-19701. Cette accusation envers celui que je considère comme mon mentor, ayant lu pas moins d’une quinzaine de ses ouvrages, n’a pu manquer de m’interpeller fortement. En effet, la lecture de *L’Afrique noire est mal partie* (1962) fut mon « chemin de Damas » me faisant oublier la phytotechnie (science des plantes) à la faveur d’un 2e cycle en économie du développement à l’Université catholique de Louvain (aujourd’hui Leuven)2. Or, Jean-Marie Cour accuse René Dumont d’avoir contribué à engager l’aide au développement dans l’impasse. Il fait de cette dénonciation un des objectifs de son essai (p. 373).

Jeune octogénaire au sourire généreux3, ce polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, se présente comme un économiste non orthodoxe (cf. *infra*) doté d’une expertise en aménagement du territoire. Il ne cache pas son opposition à un système Économique Capitaliste de Marché en voie de Globalisation (ECMVG, pp. 89-137). L’essentiel de sa vie professionnelle fut consacré au développement de l’Afrique sub-saharienne. Un concours de circonstances l’a conduit à accepter, au milieu des années 1980, un poste au sein du Département Recherches et Politiques de la Banque Mondiale, pour ensuite se voir affecté au secteur urbain du Département Technique Afrique. Non sans peine, il se serait efforcé d’introduire une composante rurale dans des projets du secteur urbain, et *vice versa,* pour promouvoir les *Urban-Rural Linkages* en portant une attention particulière au secteur informel (p. 197).

Cet intérêt envers les interrelations entre le monde rural et urbain, nous a permis, lui et moi, de recevoir une invitation à participer à un xe (*sic*) séminaire sur la décentralisation en Afrique tenu à Possotomé (Bénin) en 2003. L’auteur plaidait en faveur d’une migration ordonnée des paysans vers les villes. De mon côté, sur la base de mes observations à travers le Canada et le Brésil, j’évoquais une « nouvelle

 économie » rurale basée sur des PME dans le secteur de la transformation. J’ai pu constater que le monde de la PME n’est pas la tasse de thé de notre auteur (ou sa « plage », comme disent mes amis brésiliens). Je n’ai donc pas été surpris de trouver dans son ouvrage le sigle PME sans développement, comme par hasard, qu’à trois reprises (pp. 145, 270, 283). Il ne cache pas sa conviction que la croissance urbaine s’avérerait – pour peu qu’elle soit bien gérée (beau programme !) –, un des moteurs de la redistribution et de la croissance économique (p. 273). Une croissance qui serait, cependant, tributaire d’une *révolution copernicienne* consistant à réhumaniser, à relocaliser et à redynamiser la théorie économique existante. Oui, rien de moins. De cette nécessité, il en fait la consécration de son essai en s’en prenant au paradigme de l’économie orthodoxe vu comme étant désincarné, u-topique, démostatique et u-chronique (p. 129, 350). À ses yeux, il importe de libérer les institutions et les agences d’aide actuelles du carcan que leur impose ce paradigme en réinventant le concept et la pratique de l’aide aux pays du Sud.

Ainsi, il serait impérieux de refonder l’économie du développement en recen- trant l’aide sur la gestion du **peuplement** des pays appelés, durant ma jeunesse, candidement *en voie de développement*. Pour l’auteur, en se rapportant à l’économie réelle d’un territoire, il importe que l’aide soit au service de sa population (pp. 9-12). Convaincu qu’à la fin de ce siècle les Africaines n’auront plus six enfants, l’Afrique sud-saharienne serait une région en voie de repeuplement. En conséquence, elle devrait être abordée comme telle (p. 229).

**Bienvenue au royaume des acronymes**

Dans mes jeunes années, lorsque je lisais dans une revue québécoise la recension d’un auteur français, souvent une allusion aux nombreux acronymes prévenait le lecteur sur ce qui l’attendait. Une époque heureusement disparue. Mais, tout au long de cet ouvrage, l’auteur me rappelle ce mauvais souvenir d’une façon inégalée. Tout autre éditeur aurait exigé de les identifier en deux ou trois pages avant l’introduction. D’autant plus qu’il faille parfois être abreuvé une dizaine de fois du même acronyme avant que l’auteur juge à propos de l’identifier. Ce qui n’est, hélas, pas le cas avec ECOLOC, un acronyme qui revient constamment faisant deviner une allusion aux économies locales. Le lecteur parvient à apprendre qu’il s’agit, en fait, d’un processus associé à un programme auquel certaines instances (non identifiées) reprochent d’exiger trop de temps à la construction d’un système d’information locale tout en étant trop énergivore en ressources de tout genre (p. 154).

L’ouvrage comprend cinq parties que se partagent 28 chapitres (!) un nombre qui aurait pu facilement être réduit d’une dizaine étant donné de nombreuses répétitions. La deuxième partie, ***Économie orthodoxe et économie populaire : deux paradigmes***, mérite une attention toute particulière. Les distances affichées par Jean- Marie Cour envers l’économie néolibérale me font voir une identité de pensée4. S’identifiant comme éco-démographe, l’auteur s’interroge à savoir si la théorie économique (dominante ou *mainstream economics* comme on dit en France) ne serait pas désincarnée. Car elle ignorerait le facteur population en se limitant à la mise en évidence de multiples ratios tel le PIB par tête de pipe qui s’avère le plus familier.

796

Il en serait de même pour la géographie, le territoire, les relations de voisinage (Granovetter est sociologue) et de l’espace (p. 79). Concernant l’espace, de toute évidence, lors de ses études d’ingénieur à *X* ou à Central ou à leurs équivalents en province, l’auteur n’a pas été sensibilisé aux travaux de Claude Ponsard et autres Walter Isard, ni aux écrits sur les sciences régionales/territoriales. Toutefois, pour les questions spatiales, il a le soin de citer Paul Krugman qui reproche, comme on le sait, à l’économie dominante de faire peu de cas de la géographie. Le détenteur du prix de la Banque de Suède5 partage avec Steeve Keen (p. 129)6 l’insigne honneur d’être les rares auteurs à se voir cités. En effet, pour un livre de plus de 400 pages, la bibliographie n’offre que deux pages en se rapportant surtout à des rapports internationaux et à ceux dus à la plume de l’auteur. Cependant, les amoureux de la grande littérature apprécieront de voir la référence au *Malade imaginaire* (sic).

Avec le chapitre suivant, où est mis en évidence le paradigme démo-économique et spatial, je retrouve des affinités avec l’auteur par sa prise en considération de ce qu’il désigne comme étant l’**économie populaire** (EP), un concept qui accompagnera le lecteur jusqu’à la fin du volume. Il s’agit, on le devinera, de l’économie **informelle** à laquelle je me suis intéressé durant les années 1980 après y avoir été sensibilisé lors de mon année à Berkeley (UBC) comme *visiting scholar*7. J’estime être bien placé pour signaler que l’auteur aurait dû citer quelques références se rapportant à l’économie informelle à travers le monde. Pour l’Afrique dite francophone, je pense particulièrement aux travaux d’un autre octogénaire, au demeurant fort sympathique, Philippe Hugon8.

En quoi consiste l’économie populaire (EP) s’interroge-t-il ? Elle est la composante de l’économie réelle d’un territoire qui :« ...est au service de la fraction de la population dont on constate qu’elle est bien vivante, mais qui ne dépend pas de l’économie dite moderne de ce territoire » (p. 91). Il voit dans l’EP une économie de demande d’essence **locale** (j’ajouterais : et d’offre9) de biens et services essentiels (et pas toujours essentiels en pensant à la vente, au Brésil, sur la rue de toutes sortes de fringues et de babioles importées de Chine). Son principal ressort est la croissance **endogène** engendrée par la dynamique de peuplement (pp. 253-54). La référence au mot endogène fait penser au développement par le bas, ou ascendant, par opposition à un développement initié centralement. Ce qui le conduit à se rapporter à l’occasion au développement local, utilisé ici comme un concept-valise sans effort de définition et, par conséquent, sans aucune référence aux nombreux écrits sur le sujet à la fin du siècle passé. Je pense aux travaux des Benko, Pecqueur, Courlet et autres Proulx, comme si l’Afrique n’offrait pas un terreau fertile à leurs écrits. À partir des exercices ECOLOC, l’auteur identifie trois obstacles au développement local : l’ignorance des initiatives mises de l’avant de la part des acteurs nationaux ; l’insuffisance du capital public de fonction locale ; l’absence criante de toute information pertinente sur les réalité locales (p. 209). D’aucuns, pour autant qu’ils soient familiers avec la littérature sur le sujet, pourraient deviner aisément bon nombre d’autres obstacles.

La pratique du développement local fut envisagée dans le programme ECOLOC à travers les RUCHES (Régions Urbano-Centrées à Haute Intensité d’Échanges et de Services) qui donne, heureux hasard (?), en anglais BEEHIVES (*Basic Economic Entity with High Intensity and Velocity of Exchanges and Services*). Sur la base d’une imagination aussi fertile, pourquoi ne pas poursuivre sur cette lancée en recourant à une monnaie locale : le...MIEL (Monnaie pour l’Investissement et l’Échange Local). Tout paraît donc en place pour la formalisation de l’EP comme je l’ai vue à plusieurs occasions au Brésil10. Mais non, il souligne en caractères gras que cette évolution n’est pas pour demain. « Ce n’est pas sérieux » (pp. 96-97). L’auteur aurait eu intérêt de sortir de son Afrique et, y revenir, contrairement à ce qu’a fait l’auteure Karen Blixen11. Pour retrouver les initiatives rappelant le monde de l’apiculture, il faut faire un bond vers les 13e et 18e chapitres.

**Et René Dumont dans tout ça ?**

C’est au chapitre 11 que l’on trouve René Dumont pour une première fois en relation avec un programme intitulé une *Image à Long Terme de l’Afrique du Sud du Sahara* (ILTA). Jean-Marie Cour reproche, tout d’abord, à la commission des communautés européennes les thèses néolibérales liées au consensus de Washington et la vision ruraliste qu’a toujours défendue, il va sans dire, René Dumont. Ce dernier aurait accusé l’étude ILTA de tromperie « au prétexte qu’elle contredisait ses propres thèses » (p. 192). Pourtant, Dieu sait que Dumont s’est fortement opposé aux infâmes ajustements structurels dont j’ai été témoin, des torts immenses causés à Haïti. Les événements actuels en cours dans ce qui fut déjà la « Perle des Antilles » en sont une émanation.

De même, René Dumont aurait été d’accord avec la critique de l’auteur à propos de la théorie orthodoxe sur laquelle s’appuie l’économie du développement. Or, il soutient que Dumont aurait fermé les yeux sur l’inadéquation entre le paradigme économique dominant et la réalité des pays du Sud (p. 194, 195). Ce qui est contraire à tout ce que j’ai lu de Dumont que l’on retrouve deux chapitres plus loin où il subit, sans véritable démonstration, le reproche d’avoir engagé la réflexion sur le développement rural dans une impasse (p. 210).

Le chapitre 15 porte, entre autres, sur les stratégies de la Banque Africaine de Développement. Mais, puisque la croissance démographique n’importune nullement l’auteur, contrairement à René Dumont qui a toujours prôné la nécessaire limitation des naissances, il indique comment **gérer le peuplement**. Ceci en prévoyant la redistribution spatiale de la population ; en facilitant les migrations et l’urbanisation ; en équipant les territoires, en cherchant à prévenir les conflits (bonne chance !) (p. 220-221). Il ne faut surtout pas freiner la fécondité (p. 345). Or, si dans ses *Principes,* Ricardo a bien affirmé que l’urbanisation était le meilleur frein à l’accroissement démographique, on sait ce qu’en pensait Malthus, son adversaire idéologique12. Le chapitre 26 au titre aussi long que les 27 autres *Reconnaître que le monde a besoin d’une gouvernance planétaire, qui...* etc., offre une opportunité de conciliation entre les deux amoureux de l’Afrique. L’auteur se fait optimiste en misant sur une éventuelle Institution responsable de la Gouvernance de la Planète (IGP, p. 335). Ce qui me rappelle que René Dumont, en réponse à une question lors d’une de ses conférences à Louvain, a évoqué la nécessité absolue d’un gouvernement mondial. En pleine guerre froide, cette proposition ne me paraissait rien de moins qu’utopique.

798

Étant donné le monde d’aujourd’hui, encore loin de celui qu’envisageait Léon Blum au soir de sa vie, je laisse au lecteur le soin de juger si Jean-Marie Cour ne plonge pas à son tour dans l’utopie.

Dans une conclusion bien étoffée, il affirme que les économistes du dévelop- pement, qui m’ont nourri vers la fin des années 1960, ne percevaient pas les incohérences de leurs propositions. Les crises migratoires actuelles en seraient les conséquences (p. 369). Il importe donc d’adapter l’aide internationale aux besoins des pays en voie de peuplement sans chercher à les rendre semblables aux pays développés en ne négligeant pas l’économie populaire (informelle). En recourant à la formulation biblique, il présente dix commandements destinés aux respon- sables des institutions de développement. Le 4e, avec lequel je suis totalement en accord, se lit ainsi : « Tu te souviendras qu’aucun paradigme n’a vocation à s’imposer éternellement et que refuser toute remise en question de ce paradigme, quand les circonstances l’exigent, est irresponsable » (p. 371).

En conclusion, j’estime que l’ouvrage aurait gagné beaucoup avec ses cinq parties allégées d’un bon nombre de chapitres à la faveur de réaménagements opportuns. De même, tout lecteur aurait apprécié des références à des écrits (ils sont très nombreux) sur le développement économique autant pour les pays occidentaux que pour les pays du Sud. On trouverait ainsi tout ce qu’il faut pour en faire un ouvrage de référence même dans les départements universitaires peu portés vers l’hétérodoxie. L’absence de prise en compte des suggestions ici imaginées n’entrave pas l’ouvrage de mériter amplement la considération des lecteurs intéressés par le développement de l’Afrique sub-saharienne.

**André Joyal, membre du Centre de Recherche en Développement Territorial**

**Notes**

1 - C’est comme candidat écologique aux présidentielles de 1974 qu’il s’est fait connaître au grand public en récoltant plus d’un million de voix (soit 1 %).
 2 -Où, en 1966 et 67, j’ai eu le privilège de dîner en sa compagnie lors de sa venue comme conférencier.

3 -cf. YouTube.

4 -Ayant fait toute ma carrière au sein d’un département des sciences de la gestion, je me suis toujours identifié comme étant un économiste hétérodoxe pour trois raisons. Pour les connaître : andre.joyal@uqtr.ca

5 -Faussement appelé dans les médias comme étant le Prix Nobel en économie.

 6 -*Debunking economics,* 2011.

7 -Où j’ai suivi, en 1979-1980, les séminaires de Gregory Grossman, grand spécialiste de la *second economy* en URSS. En 1982, j’ai participé à Frascati à un séminaire international sur l’économie informelle placé sous l’égide de l’Association italienne de sociologie.

8 - Il a participé au séminaire de Possotomé.

9 -Je pense aux arachides salées avec leur peau que j’aimais acheter pour quelques sous à de vieilles dames sur le trottoir en banlieue de Dakar.

10 - J’ai assisté à Rio dans un grand parc à une session de formation destinée à plus de 200 vendeurs de rue appelés à légaliser leurs opérations. À Belo-Horizonte et à Uberlandia, j’ai visité des *condomínios populares* où, dans un grand édifice, chaque ex-vendeur de rue avait sa micro-boutique.

11 - Qui a inspiré le film *Out of Africa* de Sydney Pollack.

12 - Dans la Théorie Générale, Keynes écrit : « Si, au lieu de Ricardo, Malthus avait été la souche à partir de laquelle s’est développée l’économie au XIXe siècle, le monde serait aujourd’hui bien plus riche et bien plus sage. »